

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM

CD 249 LE PONT TOURNANT

BP 06

59156 Lourches

Références : 2025-V2-447

Code AIOT : 0007000571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM implanté Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 59156 Lourches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM
- Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 59156 Lourches
- Code AIOT : 0007000571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV NORD EST (ex SUEZ RV LOURCHES ex RECYDEM) est située sur le territoire de la commune de Louches, à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR.

Les activités suivantes y sont exercées :

- centre de tri de déchets ménagers et assimilés ;
- centre de valorisation de mâchefers ;
- compostage de déchets verts et de boues de STEP ;
- valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires ;
- broyage, concassage, criblage de bétons et matériaux de construction pour la fabrication de graves routières ;
- centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ;
- broyage et valorisation de déchets de bois ;
- broyage et valorisation de pneumatiques.

Si les activités de tri de déchets ménagers et assimilés sont exercées sous couvert dans des bâtiments, les autres activités précitées sont réalisées en extérieur.

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à traiter 450.000 tonnes de déchets annuellement.

Dans le cadre de ses activités, la société SUEZ RV NORD EST effectue des transferts transfrontaliers de déchets en exportation ou en importation.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er octobre 2003 modifié.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3532 : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour sous le régime de l'autorisation ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité supérieure à 50 tonnes sous le régime de l'autorisation.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2025 a modifié des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er octobre 2003 notamment sur la partie rejets aqueux, objet de la présente visite.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
2	Fréquence de mesure	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 15.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 25/08/2025, article R.181-47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant qu'il fournisse les justificatifs demandés et qu'il mette en place les actions correctives nécessaires pour remédier aux différentes non-conformités dans les délais impartis.

Dans la cadre de la procédure de changement d'exploitant, l'Inspection propose à Monsieur le préfet d'accuser réception de cette déclaration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses réalisés sur 24 heures. Le réseau de collecte interne draine l'ensemble des eaux domestiques, des eaux pluviales des toitures, des eaux pluviales des sols, parkings et voiries, à l'exclusion des eaux : - issues de l'unité de maturation de mâchefers, - issues de l'unité de valorisation des sables de fonderies, - issues de l'unité de déferriage et de valorisation des laitiers, scories et réfractaires, - issues de l'unité de compostage, - issues du bâtiment de regroupement des déchets. Les eaux rejetées au réseau ne doivent pas contenir plus de :

Paramètre	VLEsortie STEP internemg/l
DBO5	800
DCO	2000
Hydrocarburestotaux	10
AzoteTot	150
PhosphoreTot	10
COT	40
Plomb	0,06
Sulfate	1000
Chlorure	-
NH4	150
PCDD/ PCDF	-
pH	5,5- 8
Conductivité	-

Ces eaux collectées transitent par un débourbeur-déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Température, pH et couleur

La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2025 a modifié cet article. Aussi, avant la notification de cet arrêté, les valeurs limites étaient les suivantes :

« Les eaux rejetées au réseu ne doivent pas contenir plus de :

Substances	Concentration en mg/l
------------	-----------------------

<i>MEST</i>	600
<i>DCO sur effluent brut</i>	2000
<i>DBO₅ sur effluent brut</i>	800
<i>Azote global</i>	150
<i>Phosphore total</i>	50
<i>Hydrocarbures totaux</i>	10
<i>Métaux totaux</i>	1

»

D'après les informations fournies par l'exploitant, le site ne rejette pas d'eaux en continu, mais à chaque information du gestionnaire du réseau qu'il peut rejeter.

Observation n° 1 : Au vu de ces informations, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'informer l'Inspection des dates de rejet.

Au jour de la visite, l'exploitant n'avait procédé à aucune déclaration de la qualité de ses rejets aqueux dans la plateforme GIDAF.

En séance, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un tableau récapitulatif des mesures réalisées.

Post visite, l'exploitant a réalisé, sur la plateforme GIDAF, ses déclarations de janvier à novembre 2025.

Après examen de ces déclarations, les dépassements suivants ont été constatés :

Date	Paramètre	Valeur mesurée
28/04/25	pH	8,7

18/06/25	pH	9,1
----------	----	-----

Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : L'exploitant trouvera les causes des dépassements et mettra en place les actions nécessaires pour que les VLE soient respectées sous un délai maximal de 3 mois.

Lors de la visite, l'Inspection a pu observer les bassins contenant les eaux du site. Le bassin contenant les eaux avant traitement était à un niveau tel qu'il risquait de déborder. Cela a été signalé à l'exploitant lors de la visite.

Observation n° 2 : L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour éviter le débordement de son bassin d'eaux avant traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n° 1 : Au vu de ces informations, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'informer l'Inspection des dates de rejet.

Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : L'exploitant mettre en place les actions nécessaires pour que les VLE soient respectées sous un délai maximal de 3 mois.

Observation n° 2: L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour éviter le débordement de son bassin d'eaux avant traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fréquence de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 15.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesure

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après :

Paramètre	Fréquence surveillance
DBO5	mensuelle
DCO	mensuelle
Hydrocarburestotaux	mensuelle

AzoteTot	mensuelle
PhosphoreTot	mensuelle
COT	mensuelle
Plomb	mensuelle
Sulfate	mensuelle
Chlorure	mensuelle
NH4	mensuelle
PCDD/ PCDF	semestrielle
pH	continu
Conductivité	continu

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2025 a modifié cet article. Aussi, avant la notification de cet arrêté, les valeurs limites étaient les suivantes :

«

Paramètre	Fréquence surveillance
<i>MEST</i>	<i>Mensuelle</i>
<i>DCO sur effluent brut</i>	<i>Mensuelle</i>
<i>DBO₅ sur effluent brut</i>	<i>Mensuelle</i>
<i>Azote global</i>	<i>Mensuelle</i>
<i>Phosphore total</i>	<i>Mensuelle</i>
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Mensuelle</i>

Métaux totaux	Mensuelle

»

Au jour de la visite, l'exploitant n'avait procédé à aucune déclaration de la qualité de ses rejets aqueux dans la plateforme GIDAF.

En séance, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un tableau récapitulatif des mesures réalisées.

Post visite, l'exploitant a réalisé, sur la plateforme GIDAF, ses déclarations de janvier à novembre 2025.

Après examen de ces déclarations, pour la période de janvier à juin 2025, les paramètres MES, DCO, DBO5, azote global, phosphore total, hydrocarbures totaux et métaux totaux ont été mesurés à une fréquence mensuelle sauf pour le mois de mai 2025 où l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait aucun rejet.

Observation n° 1 (déjà énoncé) : L'Inspection a demandé à l'exploitant de l'informer des dates de rejet.

Après examen de ces déclarations, pour la période de juillet à novembre 2025, les paramètres DBO5, DCO, HCT, NGL, phosphore, COT, plomb, sulfates, chlorures, NH4, PCDD/DF, pH et conductivité ont été mesurés à une fréquence mensuelle. **Aussi, la fréquence de mesure n'est pas respectée pour les paramètres pH et conductivité.**

Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective) : L'exploitant mettra en place les équipements nécessaires pour que les paramètres pH et conductivité soient mesurés en continu sous un délai maximal de 3 mois. Le justificatif de la commande de l'équipement correspondant sera adressé à l'Inspection sous un délai maximal d'un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective) : L'exploitant mettre en place les équipements nécessaires pour que les paramètres pH et conductivité soient mesurés en continu sous un délai maximal de 3 mois. Le justificatif de la commande de l'équipement correspondant sera adressé à l'Inspection sous un délai maximal d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2025, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 1^{er} septembre 2025, la société SUEZ RV NORD EST a adressé à la préfecture du Nord une déclaration de changement d'exploitant pour une effectivité au 1^{er} octobre 2025. Cette déclaration contient les informations demandées.</p> <p>L'Inspection prend acte de ce changement d'exploitant. L'Inspection propose à Monsieur le préfet d'accuser réception de cette déclaration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite